

## **L'Europe libérale ne doit pas passer par les Socialistes**

L'adoption par référendum du traité de Maastricht en 1992 avait donné lieu à une campagne trop souvent vécue comme commune à la Droite et à la Gauche, dont l'impact fut dévastateur pour les Socialistes, voire pour l'opinion publique. Les traces en sont encore palpables aujourd'hui. Chacun se souvient des réunions où ministres socialistes et anciens ministres de Droite animaient conjointement, sur la même tribune, un débat qui conduisait plus à la confusion qu'à la clarté. Cette campagne sans clivage était bâtie sur le thème d'une Europe garante de démocratie, de progrès social et de créations massives d'emplois, une Europe d'autant plus crédible qu'elle avait assuré la paix depuis 1945.

Or, si l'on peut s'accorder sur un résultat tangible quant à une meilleure assise démocratique des pays membres, particulièrement des derniers entrants, l'Europe signifie pourtant aujourd'hui pour les Français et les Européens le chômage massif, le dumping social, les délocalisations et le chantage à l'emploi. Comment pourrait-il en être autrement lorsque la Droite invoque, souvent fallacieusement, les textes européens pour mener sa politique de casse sociale et de démantèlement des services publics et encourage le glissement vers une conception anglo-saxonne du droit social?

Cette réalité vécue par nos concitoyens, il est temps de la changer, de faire de l'Europe un espoir et non une fatalité. Voulons-nous enfin réaliser une Europe sociale ou préférons-nous continuer à nous plaindre dans une Europe de marché en remettant sans cesse au lendemain les promesses de progrès de la veille ?

L'Europe sociale aujourd'hui nécessite une lutte efficace contre le dumping social, contre les délocalisations sauvages. Cela passe par une harmonisation sociale et fiscale entre les Etats membres pour que des emplois à bas coût ailleurs ne soient pas indûment créés sur le compte des licenciements ici. Ces propositions, nous Socialistes les avons défendues durant la préparation de la Convention et elles ont été balayées d'un revers de main par les partisans de « l'Europe supermarché ».

Ainsi, là où l'on était en droit d'espérer plus de justice sociale et fiscale entre les différents Etats composant l'Union règne désormais, plus que jamais, l'ultralibéralisme et son cortège d'inégalités sociales et territoriales, voire le chantage à la récession sociale et à la délocalisation. C'est cette réalité là, faite de valeurs essentiellement libérales et capitalistiques, que le projet de Constitution s'apprête à faire confirmer par les peuples européens, en toute hâte.

Pour contrer cette évidence, on nous dit que sans cette Constitution, c'est le Traité de Nice et ses turpitudes qui vont s'appliquer. Choisir entre la peste et le choléra n'est pas un choix, c'est une tromperie ! La Constitution ne serait applicable au mieux qu'à partir de novembre 2006 et le Traité de Nice est d'ores et déjà en vigueur. Il existe donc un espace temporel suffisant pour redéfinir le contenu social et fiscal de la Constitution dont a besoin l'Europe, tout comme les modalités pratiques de son fonctionnement. Tout le reste n'est que précipitation politicienne orchestrée à dessein par la Droite.

Ainsi, après s'être joué du peuple de Gauche et de son vote de salut républicain lors des élections présidentielles du 5 mai 2002, après être passé outre ses deux débâcles électorales

successives du printemps 2004, M. Chirac souhaiterait par une manœuvre politicienne faire cautionner l'Europe du libéralisme par les militants socialistes, en les instrumentalisant.

Cette fois, c'est clairement NON.

Car un oui socialiste au référendum sur la Constitution, telle qu'elle est aujourd'hui rédigée, signifierait la fin de la différenciation qui existe pourtant nettement entre la Gauche et la Droite, différence que nous revendiquons et que nous rappelle la politique de destruction des acquis sociaux mise en œuvre depuis juin 2002.

Un oui socialiste signifierait aussi pour longtemps notre renoncement à la correction, par des politiques sociales et fiscales harmonisées à l'échelle de l'Europe, des inégalités sociales, territoriales voire générationnelles.

Pour nous, ce projet de Constitution tourne le dos aux « fondamentaux » de la pensée et de l'action socialiste européenne. Il grave dans le marbre l'inspiration essentiellement libérale de l'Europe dans laquelle on nous demande de nous inscrire, et avec nous les générations futures. C'est inacceptable, aussi inacceptable que la composition de la Commission Européenne, non seulement ultra libérale, mais souvent sous l'influence des Etats-Unis.

C'est pourquoi les Socialistes doivent dire NON au référendum et rejeter ce projet-ci de Constitution européenne,

- qui condamne à l'impuissance les dirigeants politiques nationaux et organise leur incapacité à agir concrètement sur les événements,
- qui fige l'Europe dans le seul horizon du libre échange capitalistique, avec son cortège de délocalisations de nos industries, de démantèlement de nos services publics et de fragilisation de nos filières agricoles, de paupérisation des plus faibles,
- qui sonne le glas de l'Europe sociale et humaniste que les Socialistes ont pourtant placée au cœur de leur dernière campagne électorale et qu'ils ne doivent pas renier,
- qui marginalise la France, organise sa sous représentation et la prive du rôle de précurseur avant-gardiste qu'elle a toujours tenu et se doit de tenir avec l'Allemagne.

Enfin, à ceux qui voudraient nous faire croire qu'en votant NON au référendum, les Socialistes se disqualifieraient pour prétendre à un retour au pouvoir, il faut leur dire clairement que l'électorat préfère toujours un débat tranché entre la Gauche et la Droite, plutôt qu'un consensus mou, sans contenu, qui avantage toujours les tenants du pouvoir financier et des sociétés multinationales. Le peuple sait exprimer ses choix lorsqu'ils sont clairs. Il sait aussi exprimer sa désapprobation par l'abstention, lorsque l'ambiguïté persiste. Souvenons-nous que François Mitterrand a su s'opposer résolument et que cela ne l'a pas empêché pour autant d'accéder à la Présidence de la République. Tout cela parce qu'il était porteur d'un véritable projet de changement de société ancrée dans les valeurs traditionnelles de la Gauche.

En préconisant le NON au référendum, nous refusons les inégalités induites par l'ultralibéralisme, nous refusons la manœuvre grossière du Président de la République qui, en voulant diviser la Gauche, souhaite se « re-légitimer » et faire oublier qu'il ne gouverne que pour les 19 % d'électeurs qui lui ont fait confiance au premier tour des présidentielles. Nous voulons que le Parti Socialiste revienne aux fondamentaux de la Gauche pour être digne en 2007 de la confiance que les électeurs lui ont apportée à trois reprises en 2004.

**Mais parce que nous sommes résolument européens et que nous croyons plus que jamais en nos valeurs internationalistes**, il nous appartient de faire des propositions concrètes à nos partenaires Socialistes et Socio-démocrates européens pour que, tous ensemble, nous soyons porteurs d'un contre-projet qui ne fige pas l'Europe dans le statu quo stérile de Nice. Ce projet doit être la marque d'une véritable volonté réformatrice européenne pour plus de croissance, de justice sociale, de solidarité, de paix et d'emplois.

Car en France comme en Europe, quand la Gauche se rassemble, c'est le progrès social qui gagne !

Signataires :

Jean-Paul BACQUET (député du Puy-de-Dôme), Geneviève PERRIN-GAILLARD (députée des Deux-Sèvres), Jean MICHEL (député du Puy-de-Dôme), Odile SAUGUES (députée du Puy-de-Dôme), Jean-Louis DUMONT (député de la Meuse), Alain NERI (député du Puy-de-Dôme)